



MOYENS INSUFFISANTS

CONDITIONS DE TRAVAIL TOUJOURS PLUS DÉGRADÉES

MOBILISONS-NOUS

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFTD Éducation Formation et Recherche Publiques, CGT Educ'Action et SUD Éducation dénoncent les choix budgétaires du gouvernement qui s'appuient sur la baisse démographique pour imposer des suppressions d'emplois. Si le nombre d'élèves est en effet en baisse, en Sarthe comme ailleurs en France, les besoins d'accompagnement pédagogique tout autant que psychologique augmentent.

En Sarthe

Avec 21 postes à rendre dans le 1^{er} degré, une cinquantaine d'écoles et/ou dispositifs vont subir une fermeture. Le déploiement des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) tel qu'il est prévu (10 postes) ne doit pas se faire au détriment des moyens attribués aux créations de postes dans les écoles, les RASED ni à l'amélioration du taux d'encadrement dans les classes ou du remplacement.

Avec 22 suppressions d'ETP, le 2nd degré va subir 26 suppressions de postes pour seulement 8 créations. Cette logique imposera aux enseignant·es de collèges et lycées des heures supplémentaires et des conditions de travail toujours plus dégradées, notamment avec des effectifs par classe en augmentation. Soit l'exact opposé des besoins.

Des parents d'élèves se sont déjà mobilisés, en organisant par exemple deux opérations "collège mort" au collège Berthelot au Mans, pour protester contre les suppressions de moyens qui auront pour conséquences des classes avec une moyenne de 28 élèves !

Alors que le service public d'Éducation est déjà exsangue, que la souffrance au travail explose, le budget 2026, austéritaire et tournant le dos à l'ambition de répondre aux besoins des usager·ères ne va que renforcer les problèmes actuels et augmenter la souffrance de toutes et tous !

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés.

Dans le premier degré, ce budget à la baisse ne fera qu'accentuer les problématiques :

- dans la prévention de la difficulté scolaire,
- d'une inclusion sans moyens suffisants (recours aux AESH, peu formées, sous-payé·es et cantonné·es à un statut précaire),
- de pauvreté,
- d'isolement social et affectif,
- de violences que subissent en moyenne 3 enfants par classe.

Dans le second degré, les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées mais le constat est sans appel : suppressions de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction de l'offre de formation, complément de service, chantage aux moyens pour maintenir des groupes de niveau... Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par le manque de moyens fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées.

Tout montre que l'Éducation nationale paye un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le gouvernement et mis en oeuvre par le ministère de l'Éducation Nationale.

ACTIONS intersyndicales en SARTHE du 31 mars au 9 avril

- **Mardi 31 mars** : appel à la grève : rassemblement à 14h30 devant la Préfecture et départ en manifestation en passant par le collège Berthelot. Actions visibles pour dénoncer ce budget sanglant !
- **Jeudi 2 avril** : rassemblement devant la DSDEN 72 à 12h45 avant le CSA-D à 14h
- **Jeudi 9 avril** : rassemblement des parents et personnels (préfecture) à 17h30 avant le CDEN de 18h



MOYENS INSUFFISANTS

CONDITIONS DE TRAVAIL TOUJOURS PLUS DÉGRADÉES

MOBILISONS-NOUS

Refuser des choix injustes

Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire comme dans le secondaire.

Nos organisations syndicales alertent sur les difficultés liées au **remplacement**, à l'**école prétendument inclusive** ou encore **aux réformes imposées** qui dégradent le fonctionnement des classes, des équipes et des établissements.

Les nouvelles coupes budgétaires vont aggraver la situation, poussant les familles qui le peuvent à fuir le service public pour l'enseignement privé.

La baisse du nombre d'élèves en Sarthe, dans les Pays de la Loire comme en France doit au contraire permettre de baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe ET de créer des postes pour accueillir au sein de l'école publique, toutes les élèves, quels que soient leurs besoins.

Nous dénonçons ce budget 2026 synonyme de dégradation des conditions de travail, de poursuite du déclasserement salarial de professions essentielles et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation.

Nous dénonçons la vision purement budgétaire, austéritaire et court-termiste du gouvernement : la baisse démographique ne peut être une boussole pour des choix en matière d'éducation de la jeunesse.

L'Éducation nationale manque de moyens comme elle manque de personnels formés-es.

Cette fuite en avant, doit cesser, à l'heure où le budget militaire passe pour la première fois devant celui de l'Éducation nationale.

Nous alertons sur la nécessité d'investir dans l'Éducation et l'Enseignement Supérieur et la Recherche dès maintenant ! *Un pays qui tourne le dos à sa jeunesse tourne le dos à son avenir !*

Pour dénoncer et refuser les suppressions d'emplois de la rentrée 2026 et leurs conséquences, il faut agir et exiger un budget 2027 avec des mesures de créations d'emplois et de revalorisation salariale sans contreparties.

C'est pour cela que l'intersyndicale de l'Éducation en Sarthe (FSU, UNSA, CFTD, CGT et SUD) appelle à une journée de grève et de mobilisation, le mardi 31 mars.

ACTIONS intersyndicales en SARTHE du 31 mars au 9 avril

- **Mardi 31 mars** : appel à la grève : rassemblement à 14h30 devant la Préfecture et départ en manifestation en passant par le collège Berthelot. Actions visibles pour dénoncer ce budget sanglant !
- **Jeudi 2 avril** : rassemblement devant la DSDEN 72 à 12h45 avant le CSA-D à 14h
- **Jeudi 9 avril** : rassemblement des parents et personnels (préfecture) à 17h30 avant le CDEN de 18h

